

Qu'attendent les Français du nouveau label ISR ?



© 2024 Les Echos Publishing

Au 1^{er} mars 2024, le nouveau référentiel du Label ISR entre en vigueur. Une réforme devenue nécessaire suite aux différentes critiques formulées par les professionnels du secteur et les épargnants. En cause, un référentiel qui autorisait les sociétés de gestion à investir dans des entreprises pas toujours vertueuses.

Rappel : l'investissement socialement responsable (ISR) consiste pour un investisseur (particulier ou professionnel de la gestion financière) qui le pratique à intégrer dans sa sélection de produits financiers (telles que les actions, les obligations) différents critères environnementaux, sociaux ou de gouvernance. En somme, il s'agit de choisir les sociétés et/ou les secteurs d'activité sensibles au respect d'une certaine éthique liée au développement durable.

À l'occasion de l'entrée en vigueur de ce nouveau référentiel, la société Goodvest a interrogé les Français sur leurs attentes en matière d'investissement responsable. Globalement, les Français adhèrent largement à la cause écologique avec une sensibilité quasi-unanime à hauteur de 91 %. Les climatosceptiques (9 %) font office de minorité. Un bémol, bien qu'ils soient conscients que le thème de l'écologie doit occuper une place de plus en plus importante, ils sont 41 % à reconnaître ne pas s'engager par des actes concrets en faveur de la protection de l'environnement.

S'agissant de l'investissement socialement responsable, les Français sont 58 % à déclarer que la refonte du label ISR vers un modèle plus exigeant, et donc plus vertueux, est une nécessité, contre 32 % pour lesquels la mesure est peu nécessaire et 10 % pas du tout nécessaire.

Des résultats encourageants qui font écho à l'importance que les Français accordent à l'impact de leur épargne. En effet, pour 56 % d'entre eux, les répercussions sociales et écologiques de leurs économies sont un réel sujet de préoccupations, tandis que seuls 10 % des interrogés n'y attachent aucune importance et 33 % peu d'importance. Et devant deux solutions d'investissement ayant le même rendement financier, ils sont près de 70 % à opter pour une solution d'épargne responsable s'ils le pouvaient. 60 % seraient même prêts à accepter une baisse de leur rendement si leur investissement pouvait contribuer à protéger la planète.

© 2024 Les Echos Publishing